

## Développement des usages du numérique et Croissance

### **ECONOMIE NUMERIQUES : 9 groupements représentatifs s'associent pour proposer des mesures visant à développer les usages et les contenus numériques**

- Pour réussir la mutation de l'économie française vers une économie de l'information et de la connaissance, la France doit investir sur le développement des usages et des contenus numériques
- 9 groupements représentatifs du secteur des usages et contenus numériques et des télécoms (ACSEL, FFT, AFNET, APECA, ASIC, GESTE, GFII, Renaissance Numérique et Syntec informatique) s'associent pour proposer une « *Contribution Commune pour le développement de l'Economie Numérique* ».
- Quatre domaines d'intervention prioritaires et 13 pistes d'actions pour stimuler la croissance par le développement des usages et contenus numériques.

### **Un constat partagé**

A l'heure où la crise économique mondiale rebat les cartes, la France doit se repositionner rapidement et accélérer la mutation économique et sociale qui lui permettra de bénéficier des effets de levier qu'offre le numérique. Les Technologies de l'Information et de la Communication représentent l'une des principales sources de compétitivité, d'innovation et de dynamisme économique. Elles rendent plus efficient le fonctionnement des organisations : entreprises, établissements publics, associations, de même qu'elles améliorent la vie quotidienne, le travail et les loisirs.

Bien que ce diagnostic soit partagé par de nombreux acteurs, la France accumule un retard en matière d'usages TIC et de mise en œuvre de politiques d'accompagnement.

La profession s'est mobilisée ces dernières années afin d'accompagner l'Etat et les collectivités territoriales dans la définition et le déploiement de politiques de modernisation faisant appel aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Le Gouvernement a récemment reconnu la nécessité de mettre en œuvre une « *politique industrielle* » de l'économie numérique, en créant un Secrétariat d'Etat à l'économie numérique et en publiant en octobre 2008 le plan « France Numérique 2012 », qui se donne pour objectif de « *replacer la France parmi les grandes nations numériques à horizon 2012* ».

Pourtant, les organismes signataires regrettent que les indispensables instances de gouvernance annoncées dans ce plan n'aient pas encore été mises en place, et que le Plan de Relance ne consacre qu'une part minimale aux « *chantiers numériques* », contrairement aux Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et bien d'autres pays qui ont investi massivement en TIC et mis en place des plans de relance « *offensifs* ».

Les organismes signataires appellent les pouvoirs publics français à reconnaître l'Economie Numérique comme un secteur stratégique et d'avenir et à mettre en place rapidement des mesures afin d'accélérer le développement de l'Economie Numérique en France, véritable levier de la croissance du XXI siècle.

### **Une plateforme de propositions commune : 13 pistes d'actions pour moderniser notre économie par le développement des usages et contenus numériques**

Les organismes signataires s'inquiètent que le Numérique n'ait toujours pas été identifié comme « prioritaire et d'avenir ». Elles appellent les pouvoirs publics à investir largement dans ce secteur stratégique.

Les 13 mesures proposées ciblent **les usages et les contenus numériques** qui permettront de **valoriser les infrastructures à haut débit et de renouer avec une croissance durable et profitable** à tous les français, dans quatre domaines d'intervention prioritaires :

1. **Accélérer la mise en œuvre de chantiers numériques à dimension sociétale** afin de favoriser la démocratisation des usages du numérique dans les domaines de la santé, de l'éducation ainsi qu'auprès des populations défavorisées,
2. **Encourager la diffusion et la réutilisation des données publiques numériques,**
3. **Accompagner la dématérialisation des échanges et des processus dans les PME françaises,**
4. **Soutenir l'innovation des entreprises du secteur et l'e-transformation des entreprises usagères.**

**Cette stratégie de développement des usages et des contenus aura pour conséquences :**

- **Une modernisation des infrastructures de l'Etat,**
- **Une modernisation de l'appareil productif français,** avec de projets de transformation et de rattrapage destinés à combler le retard accumulé en France en matière de diffusion et d'usage des TIC – dont l'impact est direct et quantifiable sur le taux de croissance français. En modernisant un pan important de ses infrastructures, en encourageant l'investissement dans des produits à forte valeur ajoutée, l'Etat jouera un rôle exemplaire d'orientation et préparera la sortie de crise ;
- **Un effet direct sur l'emploi de la filière numérique**  
En stimulant la demande du secteur et en soutenant le financement des entreprises de l'économie numérique, ces chantiers permettront de soutenir l'emploi du secteur ; des emplois très qualifiés, porteurs et à forte valeur ajoutée.

## Quelques chiffres...

L'économie numérique au sens large, incluant la filière TIC et le commerce en ligne, représente désormais en France plus de 100 milliards d'euros, soit 7% du PIB français, et emploie des centaines de milliers de collaborateurs – le secteur Logiciels & Services à lui seul employant 370 000 collaborateurs en France, les opérateurs télécom près de 100 000.

**La France est relativement bien équipée en termes d'accès internet mais accumule un retard important en matière des usages des NTIC** (sources INSEE, Eurostat) :

- 3<sup>ème</sup> rang (sur 27 pays) en termes d'accès internet haut débit
- 19<sup>ème</sup> rang en % des entreprises ayant créées un site web (54%)
- 18<sup>ème</sup> rang en % d'entreprises utilisant l'internet dans leurs relations avec l'administration (73%)
- 18<sup>ème</sup> rang en % d'entreprises effectuant des achats par internet (18%)
- 17<sup>ème</sup> rang en % d'entreprises ayant organisé des formations pour développer les compétences en TIC de leur personnel (22%)

### Usage des TIC et croissance des PME

La difficulté structurelle des PME françaises à grossir, ce qui se manifeste par un manque d'entreprises de taille intermédiaire dans le tissu économique français, est à mettre en parallèle avec le moindre usage qu'elles font des TIC. Du point de vue de l'organisation et des process, des échanges avec leurs partenaires et de l'accès aux marchés français et internationaux, le développement des PME françaises est ralenti par un usage insuffisant des TIC.

Le passage à l'économie numérique et l'appropriation des nouvelles technologies apparaît pourtant comme une condition *si-ne qua non* du développement et de la plus grande compétitivité des organisations tant ils favorisent le travail en réseau et l'ouverture vers l'extérieur. Les TIC permettent en effet de :

- Gagner du temps et de réduire les erreurs ;
- Repenser le mode de fonctionnement interne des organisations et gagner en compétitivité ;
- Favoriser l'adoption de standards internationaux et l'intégration des organisations dans l'économie mondiale.

## Les associations signataires

Les 9 organismes signataires représentent près de 1 500 entreprises employant des centaines de milliers de collaborateurs. Les travaux ont été coordonnés par Syntec informatique & l'ACSEL.

**ACSEL** - Association de l'économie numérique - Lieu d'échange et de propositions, l'ACSEL regroupe des entreprises et organismes qui ont pour ambition de réfléchir à l'impact des technologies émergentes dans le développement de l'économie et les évolutions des usages et des comportements.

**L'ACSEL est présidée Pierre KOSCIUSKO-MORIZET, PDG de PriceMinister**

**AFNET** – L'Association Francophone des Utilisateurs du Net accompagne activement les entreprises, les institutions, les salariés et les citoyens pour une appropriation durable des nouvelles technologies de l'information.

**L'AFNET est présidée par Pierre FAURE, Directeur e-Business & CRM de Dassault Aviation**

**APECA** – L'Association des Professionnels Européens de la Carte d'Achat est une association interprofessionnelle dédiée à la carte d'achat et à la dématérialisation des échanges inter-entreprise. C'est un lieu de concertation entre utilisateurs sur l'évolution des produits, la standardisation des échanges et l'organisation du marché.

**L'APECA est présidée par Georges FISCHER, directeur délégué Direction des actions et coopérations internationales Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris**

**ASIC** – L'Association des Services Internet Communautaires est la première organisation française qui regroupe les acteurs du web 2.0 et qui vise à promouvoir le « nouvel » Internet.

**L'ASIC est co-présidée par Giuseppe DE MARTINO, Directeur juridique et réglementaire de Dailymotion**

**FFT** – La Fédération Française des Télécoms a pour objet de promouvoir le développement des communications électroniques et des entreprises du secteur, en favorisant l'innovation, l'emploi et la qualité du service rendu aux clients.

**La FFT est présidée par Frank ESSER, PDG de SFR**

**GESTE** – Le Groupement des Editeurs de Services en Ligne regroupe des éditeurs de contenus et de services en ligne issus des médias (presse, radios, télévision), ainsi que des éditeurs indépendants (pure-players Internet et éditeurs mobile). Le Geste a pour objet de créer les conditions économiques, législatives et concurrentielles indispensables au développement des services et éditions électroniques.

**Le Geste est présidé par Philippe JANNET, PDG du Monde Interactif**

**GFII** – Le Groupement Français de l'Industrie de l'Information regroupe les principaux acteurs publics et privés de l'industrie de l'information : producteurs d'information, éditeurs, serveurs, intermédiaires, diffuseurs d'information, prestataires, éditeurs de logiciels, bibliothèques et organismes acheteurs d'information.

**Le GFII est présidé par Rémi BILBAULT, Directeur Général du Pôle Santé Action Sociale de Wolters Kluwer France.**

**Renaissance Numérique** – Renaissance Numérique est le Think Tank de l'Internet citoyen en France, créé en 2005 et composé des principaux dirigeants des entreprises de l'Internet en France et d'universitaires et chercheurs réputés. Ses membres se concentrent sur un objectif clair : contribuer à la réduction de la fracture numérique pour atteindre 80% des Français équipés et formés à l'usage d'Internet à l'horizon 2010.

**Renaissance Numérique est co-présidée par Christine BALAGUE, Maître de Conférences à l'Université des Sciences et Technologies de Lille et professeur vacataire à HEC, et par Guillaume BUFFET, fondateur et dirigeant de l'agence Les Gentils.**

**Syntec informatique** - Chambre Professionnelle des Sociétés de Conseil et de services informatiques, des Éditeurs de Logiciels et des sociétés de Conseil en Technologies, Syntec informatique représente 1 000 groupes et sociétés membres, soit près de 80% du chiffre d'affaires et des effectifs de la profession (370 000 collaborateurs, plus de 42 milliards d'euros de chiffre d'affaires).

**Syntec informatique est présidé par Jean MOUNET, Vice-Président de Sopra Group**